



Réseau Mondial des Projets sur le Travail Sexuel
Promouvoir la Santé et les Droits Humains

Rendre le Fonds mondial accessible aux travailleurSEs du sexe :

*le parcours des travailleurSEs du
sexe pour garantir leur participation
significative aux processus
nationaux du Fonds mondial*

**ÉTUDE DE CAS DE 2020
SUR LE FONDS MONDIAL**



Rendre le Fonds mondial accessible aux travailleurSEs du sexe :

le parcours des travailleurSEs du sexe pour garantir leur participation significative aux processus nationaux du Fonds mondial



ÉTUDE DE CAS DE 2020 SUR LE FONDS MONDIAL

Introduction

Cette étude de cas décrit le parcours suivi par les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe¹ pour mieux comprendre les processus nationaux du Fonds mondial et garantir leur participation significative au processus d'allocation des financements du Fonds mondial en 2020 ; cette étude de cas s'intéresse aussi aux obstacles rencontrés par les travailleurSEs du sexe sur ce parcours.

Il est important pour les travailleurSEs du sexe de participer aux processus nationaux du Fonds mondial pour garantir la mise en œuvre de politiques et de programmes qui répondent à leurs besoins. Néanmoins, comme le révélera cette étude, les travailleurSEs du sexe se heurtent à une résistance et un manque de volonté politique de les impliquer dans ces processus. Il est donc nécessaire pour les travailleurSEs du sexe de se mobiliser et de faire pression pour être inclusES dans les processus nationaux du Fonds mondial.

Cette étude de cas décrit les difficultés rencontrées par les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe dans leurs relations avec le Fonds mondial et présente un éventail d'interventions mises en œuvre pour soutenir les communautés et les aider à surmonter ces difficultés. Nous aborderons notamment la contribution catalytique du programme de renforcement des capacités sur le Fonds mondial de NSWP et diverses solutions proposées par la communauté. Ces interventions ont joué un rôle clé et ont permis de garantir que les besoins et les revendications des travailleurSEs du sexe sont inclus dans les propositions de financement en 2020 et dans le processus d'allocation d'autres demandes de financement.

1 Note du traducteur : Dans ce document la forme féminine est délibérément ajoutée au masculin du substantif «travailleur» ainsi qu'à d'autres substantifs, adjectifs, déterminants et participes passés de façon à ne pas rendre les femmes «invisibles» sachant qu'il est reconnu que la majorité des travailleurs du sexe sont des femmes. Cette décision n'a pas pour but d'exclure les travailleurs du sexe, hommes ou transgenres, mais d'inclure au contraire une majorité, tout en restant stylistiquement cohérent et lisible.



De novembre 2017 à la fin de 2020, NSWP a mis en œuvre, grâce aux financements de l'Initiative stratégique en faveur des communautés, des droits et du genre (CRG-SI), le programme *Making the Global Fund work for sex workers* (Rendre le Fonds mondial accessible aux travailleurSEs du sexe). Dans le cadre de ce programme, des interventions ont été menées au niveau national, régional et international dans le but de renforcer la capacité des organisations et des réseaux dirigés par des travailleurSEs du sexe à participer efficacement et sans risque à l'élaboration, à la mise en œuvre et à la supervision des propositions de financement du Fonds mondial et des processus qui y sont associés au niveau national et régional. Le programme est venu compléter le travail de renforcement des capacités effectué auprès des organisations et des réseaux dirigés par des travailleurSEs du sexe du Consortium des réseaux de travailleurSEs du sexe, un programme d'une durée de trois ans financé par le Fonds mondial et le Robert Carr Networks Fund².

Le programme *Rendre le Fonds mondial accessible aux travailleurSEs du sexe* a été mis en œuvre en collaboration avec les réseaux régionaux dirigés par des travailleurSEs du sexe en Asie (APNSW), en Afrique (ASWA), dans les Caraïbes (CSWC) en Amérique latine (PLAPERTS), en Europe de l'Est et Asie centrale (SWAN). Les réseaux régionaux ont identifié des organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe de 27 pays qui ont participé à des réunions régionales et reçu une assistance technique de la part de l'administrateur principal des programmes de NSWP, des réseaux régionaux et des experts communautaires³. Des organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe de 20 de ces pays ont reçu des financements pour mettre en œuvre des activités conformément aux priorités et aux besoins qu'elles avaient auparavant identifiés⁴.

Début 2020, NSWP a reçu des financements de CRG-SI pour assurer une assistance technique et financer des organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe dans six pays – le Kirghizistan, le Ghana, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Soudan du Sud, la Tanzanie et la Zambie – pour renforcer leur participation au cycle de distribution des financements du Fonds mondial pour la période 2020–2022. Grâce à l'assistance technique qu'elles ont reçue et aux activités nationales, les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe ont pu influencer les demandes de financement, les réponses au Comité technique d'examen des propositions et la distribution des financements. En 2020, l'administrateur des programmes principal de NSWP a proposé une assistance technique virtuelle aux membres de NSWP qui le souhaitaient dans tous les pays éligibles aux financements du Fonds mondial.

Mis à part les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe du Ghana et de Zambie qui travaillaient avec NSWP pour la première fois, les financements supplémentaires de CRG-SI ont permis de renforcer l'impact des programmes de renforcement des capacités de NSWP précédents.

Rendre le Fonds mondial accessible aux travailleurSEs du sexe : le parcours des travailleurSEs du sexe pour garantir leur participation significative aux processus nationaux du Fonds mondial

2 NSWP a décrit en détail les objectifs, les stratégies et l'impact de ce programme dans deux études de cas : *The Global Fund Workshop Case Study* (décembre 2015) et *Renforcer la capacité de la communauté à prendre part aux processus du Fonds mondial* (juin 2017).

3 Afrique : République démocratique du Congo, Kenya, Rwanda, Sénégal, Soudan du Sud, Tanzanie et Zimbabwe ; Asie et Pacifique : Malaisie, Mongolie, Népal, Vietnam, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Indonésie, Philippines et Thaïlande ; les Caraïbes : Guyana et Suriname ; Europe de l'Est et Asie centrale : Géorgie, Kirghizistan et Ukraine ; Amérique latine : Équateur et Salvador.

4 Afrique : République démocratique du Congo, Kenya, Rwanda, Sénégal, Soudan du Sud, Tanzanie et Zimbabwe ; Asie et Pacifique : Malaisie, Mongolie, Népal, Vietnam, Papouasie-Nouvelle-Guinée ; les Caraïbes : Guyana, Suriname et Jamaïque ; Europe de l'Est et Asie centrale : Géorgie, Kirghizistan, Ukraine et Kazakhstan ; Amérique latine : Équateur, Salvador, Colombie et Pérou.



La méthodologie

Le personnel de NSWP a mené des entretiens structurés avec les référents de communication en République démocratique du Congo, au Kirghizistan, au Soudan du Sud et au Suriname et avec les coordinateurs régionaux en Amérique latine et en Asie-Pacifique pour comprendre l'impact des programmes de renforcement des capacités sur le Fonds mondial au niveau régional et national. Les résultats de ces entretiens ont été complétés par les données obtenues grâce au cadre de suivi et d'évaluation de NSWP notamment grâce aux rapports sur les activités nationales menées de novembre 2017 jusqu'à la fin de septembre 2020.

Contexte : la participation des travailleurSEs du sexe aux processus nationaux du Fonds mondial avant les programmes de renforcement des capacités de NSWP

Le Fonds mondial a mis en place des mécanismes permettant de garantir que les populations clés influencent de façon significative l'élaboration et la mise en œuvre des programmes financés par le Fonds mondial. Il est néanmoins clair que trop peu d'efforts sont fournis pour inclure les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe dans les processus nationaux ce qui pourrait permettre aux programmes communautaires respectueux des droits humains de recevoir des financements vitaux.

Lorsque NSWP a commencé à mettre en œuvre ses programmes de renforcement des capacités sur le Fonds mondial en 2015, de nombreuses organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe n'avaient jamais participé aux processus du Fonds mondial et connaissaient très mal cette organisation.

Les travailleurSEs du sexe ne comprenaient ni les processus de prise de décision du Fonds mondial ni le rôle que les travailleurSEs du sexe et d'autres populations clés pouvaient jouer dans le processus d'allocation et la mise en œuvre des financements.

« Nous avons déjà vu le logo du Fonds mondial sur des autocollants ou des t-shirts. Le Fonds mondial était visible mais nous ne savions pas de quoi il s'agissait avant de participer à notre première formation sur le Fonds mondial en 2015 en tant que représentantes de la République démocratique du Congo⁵. »

Aimee Furaha – directrice générale de ACODHU-TS et référente de communication pour la République démocratique du Congo

Certaines organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe savaient que le Fonds mondial était présent dans leur pays mais le considéraient comme une institution inatteignable que seuls les gouvernements pouvaient approcher et à laquelle les travailleurSEs du sexe ne pourraient jamais participer.

« Nous pouvions voir ces hommes blancs avec leur mallette et pensions que nous ne pourrions jamais les atteindre – nous ne leur parlions jamais parce que pour nous, ils étaient à un autre niveau. Les représentants du Fonds mondial ne rencontraient aussi que les représentants des pays et jamais les populations clés ».

Karina Bravo – coordinatrice régionale de PLAPERTS et experte régionale de l'Amérique latine

⁵ Aimée Furaha a participé à l'atelier régional pour les experts communautaires de l'Afrique francophone qui s'est tenu en octobre 2015. NSWP a décrit les objectifs et l'impact de la série d'ateliers qui ont eu lieu dans une étude de cas *The Global Fund Workshop Case Study*.



Au Soudan du Sud, où les travailleurSEs du sexe sont confrontéES à des violences extrêmes, sont constamment arrêtéES par la police, sont victimes de stigmatisation et de discrimination et où leur confidentialité dans les centres de soins n'est pas respectée, les travailleurSEs du sexe n'envisageaient pas de participer à de grosses institutions internationales comme le Fonds mondial.

Au Suriname, les travailleurSEs du sexe ne participaient pas à la mise en œuvre des activités financées par le Fonds mondial. La prestation des services était assurée par des individus qui n'étaient pas des travailleurSEs du sexe et les travailleurSEs du sexe ne savaient donc pas qu'elles/ils pouvaient participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de ces services :

« Il existait des services pour les travailleurSEs du sexe mais ils n'étaient pas gérés par des organisations de travailleurSEs du sexe et nous n'étions impliqués ni dans la définition de ces programmes ni dans leur gestion. Nous n'avions même pas conscience de pouvoir y participer. Nous nous sentions perdus. Nous avons toujours pensé qu'il fallait que ce soit quelqu'un d'autre qui s'exprime à notre place et nous ne pensions pas être capables de prendre nous-mêmes la parole ou d'assurer un rôle de leader ».

Denise Carr – directrice exécutive de SUCOS et référente de communication au Suriname

Même dans les pays où les travailleurSEs du sexe connaissaient un peu le Fonds mondial, comme au Kirghizistan, elles/ils ne participaient que très peu aux processus nationaux du Fonds mondial.

« Nous connaissions déjà le Fonds mondial mais notre participation était vraiment très limitée. Les informations n'étaient partagées qu'avec les hauts responsables et les travailleurSEs du sexe n'avaient accès qu'à des informations très limitées. »

Shahnaz Islamova – directrice de Tais Plus NGO et référente de communication au Kirghizistan

Rendre le Fonds mondial accessible aux travailleurSEs du sexe : le parcours des travailleurSEs du sexe pour garantir leur participation significative aux processus nationaux du Fonds mondial



Les difficultés rencontrées par les travailleurSEs du sexe pour participer aux processus nationaux du Fonds mondial

Les travailleurSEs du sexe qui ont commencé à participer au programme de renforcement des capacités de NSWP et pris conscience de leur rôle dans les processus nationaux du Fonds mondial devaient encore surmonter certains obstacles avant de pouvoir exprimer leurs besoins et priorités. Les travailleurSEs du sexe font clairement face à des obstacles qui dépassent le cadre du Fonds mondial mais afin de bien comprendre leur parcours, il est important de comprendre les difficultés qu'ils/elles rencontrent et continuent de surmonter.

La violence

Dans les pays où le travail du sexe est criminalisé, il peut être dangereux de mobiliser les travailleurSEs du sexe, de consulter la communauté ou de pratiquer le travail du sexe ; cela est d'autant plus dangereux pour les hommes et les personnes transgenres travailleurSEs du sexe parce que ces groupes sont ciblés non seulement parce qu'ils/elles sont travailleurSEs du sexe mais aussi en raison de leur orientation sexuelle et de leur identité de genre. Au Soudan du Sud, les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe sont forcées de travailler discrètement avec ces groupes parce qu'ils sont constamment persécutés par la police et par les éléments conservateurs de la société.

« Pour les hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes et les travailleurSEs du sexe transgenres, le danger vient autant de la population que de la police. Ils/elles peuvent être battus et même tués. »

Référent de communication – Soudan du Sud

En République démocratique du Congo (RDC), un pays qui sort de la guerre, des bandes armées ont établi des postes de contrôle sur les routes qui empêchent les travailleurSEs du sexe de se rendre dans les centres de soins et qui rendent difficile la mobilisation des travailleurSEs du sexe en vue de participer aux processus nationaux du Fonds mondial.

La stigmatisation et la discrimination

Les travailleurSEs du sexe sont constamment confrontés à la stigmatisation et à la discrimination. Cela a pour effet de les précariser et de compromettre leur participation aux processus nationaux de prise de décision du Fonds mondial. Dans les pays, les acteurs de ces processus, influencés par une vision conservatrice du travail du sexe, refusent souvent que les travailleurSEs du sexe participent aux processus et considèrent leur contribution comme illégitime.

« Les travailleurSEs du sexe étaient largement stigmatisés et discriminés et personne ne cherchait à comprendre notre situation. Nous étions réellement sous-estimés. »

Denise Carr – directrice exécutive de SUCOS et référente de communication au Suriname

La plupart des parties prenantes pensent que les travailleurSEs du sexe ne sont pas capables de gérer les fonds, qu'elles ne sont pas instruites, qu'elles/ils ne sont pas capables de gérer les questions d'argent, qu'ils/elles ne sont pas des individus responsables. »

Kay Thi Win – coordinatrice régionale de APNSW et experte régionale en Asie-Pacifique



Les groupes de populations clés du Soudan du Sud ne sont pas représentés à l'Instance de coordination nationale par des représentants élus parmi les populations clés. Lorsque les travailleurSEs du sexe ont fait pression pour être représentés, le président de l'Instance de coordination nationale a répondu que « le Soudan du Sud n'était pas encore prêt ».

« Une des grandes difficultés que nous avons rencontrées a été d'essayer d'être impliquéEs, en particulier par le gouvernement. Ils ne voulaient pas que nous participions. Il faut traiter la racine du problème. Le Soudan du Sud n'est pas prêt pour accueillir à l'Instance de coordination nationale les populations clés comme les travailleurSEs du sexe. »

Réfèrent de communication – Soudan du Sud

Les travailleurSEs du sexe intériorisent souvent la stigmatisation et la discrimination ce qui a pour effet de saper leur confiance en leur capacité à agir – un sentiment qui vient freiner leurs progrès et leur participation aux processus du Fonds mondial.

« On nous répète tout le temps « tu ne sais rien, tu as besoin d'être forméE, tu n'es pas capable de le faire seule. » »

Denise Carr – directrice exécutive de SUCOS et référente de communication au Suriname

Le refus d'accepter que les travailleurSEs du sexe sont les expertEs de leur propre vie et leur manque de confiance en eux/elles font que les travailleurSEs du sexe se sentent intimidés lors de grandes réunions formelles et ne se sentent pas capables de contribuer efficacement aux discussions :

« Les travailleurSEs du sexe avaient peur de faire des erreurs, de dire quelque chose qu'il ne fallait pas et d'être ridicules. »

Shahnaz Islamova – directrice de Tais Plus NGO et référente de communication au Kirghizistan

Le sexisme et la misogynie

Le sexisme est très présent chez les décideurs politiques dont le langage péjoratif décrédibilise les contributions des travailleurSEs du sexe aux processus nationaux du Fonds mondial. La coordinatrice régionale de l'Amérique latine a signalé que les travailleurSEs du sexe qui participent à l'Instance de coordination nationale sont souvent considérés comme « trop agressifEs, impoliEs et cherchant la confrontation ». Au Soudan du Sud, on les accuse de « faire trop de bruit ».

Au Kirghizistan, les chefs de différents départements du gouvernement, d'agences de l'ONU et d'ONG internationales, qui sont des hommes âgés ayant le pouvoir de décision, refusent d'écouter les travailleurSEs du sexe ce qui rend difficile pour les travailleurSEs du sexe de participer aux processus et aux discussions.

« Ils essaient de nous faire taire. Très souvent, ce sont les hommes âgés qui ont le droit de parler et qu'on écoute, comme ça a toujours été le cas. »

Shahnaz Islamova – directrice de Tais Plus NGO et référente de communication au Kirghizistan

Le manque de représentation et de participation aux Instances de coordination nationale

De nombreuses organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe n'avaient pas conscience qu'elles étaient concernées par les Instances de coordination nationale ou qu'elles pouvaient intervenir auprès de ces instances pour promouvoir des politiques et des programmes de santé de qualité et respectueux des droits humains. Les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe ne savaient pas non plus qui représentaient les travailleurSEs du sexe et la communication avec le secrétariat était quasi inexistante.

« Ça m'a pris trois ans pour savoir qui nous représentait à l'Instance de coordination nationale. Les travailleurSEs du sexe étaient toujours représentés par des individus qui n'étaient pas travailleurSEs du sexe. »

Réfèrent de communication – Soudan du Sud



« En Équateur, nous ne savions même pas qui représentait les travailleurSEs du sexe ou les autres populations clés, ce qui signifie que les Instances de coordination nationale ne respectent pas la politique du Fonds mondial. Certaines personnes étaient élues mais nous ne savions jamais qui c'était, nous ne pouvions jamais leur faire une proposition de financement. Nous n'étions jamais impliqués dans la gestion de quoi que ce soit. On ne nous a même pas consultés concernant l'élaboration d'un plan stratégique pour les futurs financements. »

Karina Bravo – coordinatrice régionale de PLAPERTS et experte régionale de l'Amérique latine

Au Suriname, les travailleurSEs du sexe, qui doutaient déjà de leur capacité à intervenir auprès de l'Instance de coordination nationale pour promouvoir des politiques et des programmes respectueux des droits humains, ont vu leur moral baisser encore davantage quand elles/ils se sont rendu compte qu'elles/ils n'étaient pas représentés par leurs pairs :

« C'était extrêmement démoralisant de se rendre compte que les travailleurSEs du sexe étaient représentés à l'Instance de coordination nationale par une personne qui n'était pas travailleurSE du sexe. Qu'ils prenaient la parole à notre place et que nous n'avions aucun contrôle sur ce qu'ils disaient. »

Denise Carr – directrice exécutive de SUCOS et référente de communication au Suriname

Des difficultés supplémentaires liées au COVID-19

Les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe ont continué de répondre aux besoins des travailleurSEs du sexe ; beaucoup d'entre elles ont créé un fonds d'aide mutuelle tout en continuant à militer pour des politiques pérennes respectueuses des droits humains dans des contextes très difficiles marqués par la violence policière et la discrimination.

La priorité des gouvernements étant orientée davantage vers le COVID-19, il est devenu plus difficile pour les travailleurSEs du sexe de participer à des processus nationaux de prise de décision auxquels elles/ils participaient auparavant. Les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe qui participaient aux processus de dialogues au niveau des pays ont signalé qu'il était plus difficile pour elles d'obtenir des informations à jour concernant les processus de soumission des priorités et d'allocation des financements. Les raisons invoquées étaient les confinements et la distance sociale imposés dans le cadre des mesures prises contre COVID-19. Les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe pensent cependant que COVID-19 a servi d'excuse pour exclure les travailleurSEs du sexe et les autres populations clés.

« Avant COVID-19, Tais Plus pouvait se rendre dans d'autres villes et les dirigeants des organisations n'y participaient pas ; les réunions étaient donc plus productives. Mais après COVID par exemple, en réponse aux commentaires de la Fenêtre 1 du Comité technique d'examen des propositions, encore une fois, seuls les directeurs ont pu s'exprimer. »

Shahnaz Islamova – directrice de Tais Plus NGO et référente de communication au Kirghizistan

Dans un tel contexte, il est plutôt impressionnant d'arriver à être reconnus par l'Instance de coordination nationale, d'être invitéEs à participer à des réunions nationales de prise de décision et d'être entenduEs et traitéEs avec respect.

La partie suivante se concentre sur les résultats et les progrès des organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe qui ont participé aux programmes de renforcement des capacités de NSWP.



Les victoires marquantes

Grâce aux programmes de renforcement des capacités de NSWP et à une assistance technique constante, fiable et avisée apportée par les experts communautaires régionaux et les réseaux régionaux dirigés par des travailleurSEs du sexe, les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe ont pu faire de remarquables progrès dans leur participation et leur contribution aux processus nationaux du Fonds mondial.

L'Asie et le Pacifique

Les leaders des travailleurSEs du sexe des organisations membres d'APNSW ont été élus comme représentants aux Instances de coordination nationale en Indonésie, en Mongolie, au Népal, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et au Vietnam. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, en 2019, une travailleuse du sexe a été élue comme représentante à l'Instance de coordination nationale pour la première fois. Au Népal, la travailleuse du sexe qui siège à l'Instance de coordination nationale a la possibilité de régulièrement parler des problèmes et des priorités des travailleurSEs du sexe alors que ce n'était pas du tout possible auparavant. En Indonésie, une travailleuse du sexe de OPSI, l'organisation dirigée par des travailleurSEs du sexe nationale, siège à l'Instance de coordination nationale et en tant que membre du Groupe de travail technique, elle peut participer à l'évaluation des programmes du Fonds mondial.

En Malaisie, une travailleuse du sexe de l'organisation locale PKKUM a participé à la consultation sur le plan de travail de transition en 2019. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'organisation dirigée par des travailleurSEs du sexe nationale, Friends Frangipani, un sous-sous récipiendaire du Fonds mondial, a consulté les travailleurSEs du sexe et soumis plusieurs contributions écrites à l'équipe de rédaction des propositions de financement du Fonds mondial en 2020. En Mongolie, les travailleurSEs du sexe ont identifié leurs priorités et participé à l'élaboration de la proposition de financement de la Fenêtre 1 du Fonds mondial et ainsi pu assurer trois ans de financements pour des programmes dirigés par des travailleurSEs du sexe respectueux des droits humains dans le pays.

Ces résultats constituent des victoires importantes, particulièrement dans des pays où les travailleurSEs du sexe sont confrontés à des préjugés extrêmes, à la discrimination et à la criminalisation.

L'Amérique latine

En Équateur, grâce aux efforts de mobilisation de la coordinatrice régionale de PLAPERTS, toutes les populations clés sont désormais représentées au sein des Instances de coordination nationale et tous les représentants ont été élus par leur propre communauté.

« Nous sommes maintenant plus proches de l'Instance de coordination nationale et nous pouvons participer aux discussions au même titre que les autres membres. »

Karina Bravo – coordinatrice régionale de PLAPERTS et experte régionale de l'Amérique latine



En Équateur et au Salvador, les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe participent également au suivi et à l'évaluation des programmes financés par le Fonds mondial. En Équateur, au Salvador et au Pérou, les travailleurSEs du sexe participent à d'autres espaces liés à la stratégie nationale de lutte contre le VIH ainsi qu'à l'élaboration de directives normatives en matière de santé pour les travailleurSEs du sexe. En Équateur, les leaders des travailleurSEs du sexe ont conçu le *Manual de Atención de Salud Integral a las PERTS* (Manuel pour la santé des travailleurSEs du sexe) qui a été approuvé par le ministère de la santé. Ce manuel établit des normes nationales pour les soins de santé destinés aux travailleurSEs du sexe et adopte une approche holistique incluant non seulement les examens gynécologiques et le dépistage des IST mais aussi d'autres services tels que le soutien psychologique et les soins dentaires. Les travailleurSEs du sexe font désormais pression sur le ministère de la santé pour qu'il promeuve le manuel et mettent en œuvre les directives préconisées dans tous les centres de soins du pays.

Les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe participent désormais régulièrement aux dialogues au niveau des pays en Équateur, au Salvador et au Pérou et ont acquis la confiance et les connaissances nécessaires pour contribuer aux propositions de financement dans un objectif de meilleur respect des droits humains, d'autonomisation des communautés et de reconnaissance du travail du sexe comme un travail. En Équateur et au Salvador, les travailleurSEs du sexe ont participé à l'élaboration du nouveau plan de transition. En Équateur, les travailleurSEs du sexe ont obtenu que les organisations pilotées par la communauté signent un accord de contrat social.

« Nous participons désormais aux décisions qui nous concernent parce que nous savons ce dont nous avons besoin et nous savons que personne ne peut prendre ces décisions pour nous. »

Karina Bravo – coordinatrice régionale de PLAPERTS et experte régionale de l'Amérique latine

La République démocratique du Congo

Les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe de RDC ont créé un réseau national – ACODHU-TS – pour défendre les droits des travailleurSEs du sexe et pour élaborer des objectifs de plaidoyer stratégiques à chaque niveau de prise de décision.

« Nous avons commencé par contacter le ministère de la santé et nous lui avons montré qu'il y avait des complications à tous les niveaux : logistique, mise en œuvre et prestation des services. »

Aimee Furaha – directrice générale de ACODHU-TS et référente communication pour la République démocratique du Congo

L'étape suivante a consisté à écrire des lettres à l'Instance de coordination nationale et aux autres parties prenantes pour préciser qu'il était problématique qu'une personne qui n'est pas travailleurSE du sexe représente les travailleurSEs du sexe à l'Instance de coordination nationale. Cette personne a par la suite été remplacée par un représentant LGBTI ce qui n'était toujours pas idéal mais pour les travailleurSEs du sexe, c'était un progrès.



Une autre stratégie importante a consisté à établir des relations avec les parties prenantes au niveau national. ACODHU-TS a organisé en 2018 et 2019 des réunions auxquelles ont participé des représentants du ministère de la santé du Programme national de lutte contre le sida (PNLS) et du Programme national multi-sectoriel de lutte contre le sida (PNMLS) qui sont respectivement le principal bénéficiaire et le sous-bénéficiaire. Ces réunions étaient importantes parce qu'elles ont permis de sensibiliser les parties prenantes aux problèmes rencontrés par les travailleurSEs du sexe et d'accroître la participation aux décisions relatives au Fonds mondial au niveau national. Cela a permis de recueillir des financements supplémentaires pour les travailleurSEs du sexe et de garantir que davantage de travailleurSEs du sexe aient accès aux services financés par le Fonds mondial même si les travailleurSEs du sexe n'ont toujours pas accès à ces ressources dans certaines provinces.

« À mon avis, la plus grande difficulté consistait à rompre le silence. Parce que même s'il y avait des fonds, la communauté continuait de souffrir. Le programme du Fonds mondial prend déjà en compte 11 Zones de santé [sur 23]. C'est déjà une amélioration parce que les membres de la communauté, en particulier ceux et celles qui vivent avec le VIH, sont pris en considération par le programme du Fonds mondial même s'il existe encore des problèmes au niveau de sa gestion. »

Aimee Furaha – directrice générale de ACODHU-TS et référente communication pour la République démocratique du Congo

En 2020, ACODHU-TS a contribué à l'élaboration de la proposition de financement de la Fenêtre 1 du Fonds mondial ; l'équipe de rédaction et l'Instance de coordination nationale les a félicités pour la qualité de leurs contributions.

Le Suriname

Les travailleurSEs du sexe du Suriname participent désormais aux réunions de l'Instance de coordination nationale en tant qu'observateurs et espèrent pouvoir élire un représentantE travailleurSE du sexe pendant les élections qui se tiendront fin 2020.

SUCOS s'est déclarée officiellement auprès du ministère de la santé, a maintenant un bureau et a aussi accès à un espace protégé pour y tenir ses réunions. C'est une avancée importante pour les travailleurSEs du sexe car SUCOS n'avait jusqu'à maintenant pas pu se déclarer, le nom de l'organisation contenant les mots « travailleurSEs du sexe ».

Le Kirghizistan

Les travailleurSEs du sexe sont représentés à l'Instance de coordination nationale comme membres à part entière et comme membres suppléants ; elles/ils connaissent souvent mieux les processus du Fonds mondial que beaucoup des autres membres. Elles/ils sont de plus en plus respectés et leur influence s'est accrue progressivement durant ces cinq dernières années. En 2020, les travailleurSEs du sexe ont participé pleinement à l'élaboration de la proposition de financement de la Fenêtre 1 pour le Kirghizistan. Grâce au travail de plaidoyer de Tais Plus, l'organisation dirigée par des travailleurSEs du sexe nationale, une réunion consultative a eu lieu impliquant toutes les populations clés dans l'élaboration de la proposition de financement du Fonds mondial.



Le Soudan du Sud

La référente de communication du pays a annoncé qu'une des plus grandes victoires de FEMISS, l'organisation dirigée par des travailleurSEs du sexe du Soudan du Sud, a été l'élimination de la discrimination dans 90 % des établissements de santé. Il n'y a plus de rupture de stocks de médicaments antirétroviraux pour les personnes vivant avec le VIH dans la capitale Juba mais ce problème n'est pas résolu dans toutes les régions du pays.

Une autre avancée notable a été la pleine participation des travailleurSEs du sexe à la proposition de financement de la Fenêtre 2 du Fonds mondial en 2020 malgré la pandémie du COVID-19. Grâce aux financements supplémentaires de l'Initiative stratégique en faveur des communautés, des droits et du genre (CRG-SI), FEMISS a pu employer trois coordinatrices qui ont consulté 180 travailleurSEs du sexe pour identifier leurs besoins et leurs priorités. L'équipe de rédaction nationale a apprécié d'avoir accès à un rapport complet et détaillé sur les besoins des travailleurSEs du sexe dans le pays.

Les résultats de la consultation menée au Soudan du Sud servent à renforcer le travail de plaidoyer de FEMISS au-delà des processus du Fonds mondial et ont permis à FEMISS d'obtenir des financements supplémentaires pour payer du personnel pour aller chercher et livrer des médicaments antirétroviraux aux travailleurSEs du sexe qui ne peuvent pas aller les récupérer elles/eux-mêmes en raison des restrictions liées à COVID-19.

La coordinatrice nationale de FEMISS participe désormais aux processus nationaux de prise de décision quant aux programmes de lutte contre le VIH, a participé aux réunions du Groupe de travail technique des populations clés et entretient une relation avec la représentante des populations clés à l'Instance de coordination nationale qui inclut maintenant des travailleurSEs du sexe. La situation n'est cependant toujours pas idéale et FEMISS continue de réclamer unE représentantE travailleurSE du sexe.

« Il est primordial que nous ayons unE représentantE à l'Instance de coordination nationale qui puisse exprimer nos besoins et nos opinions. »

Référent de communication – Soudan du Sud

Depuis le lancement des programmes de renforcement des capacités sur le Fonds mondial de NSWP, la participation et l'influence des travailleurSEs du sexe et des organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe aux processus du Fonds mondial s'est significativement améliorée dans de nombreux pays dont la Géorgie, le Kazakhstan, l'Ukraine, le Guyana, la Tanzanie, le Kenya, le Rwanda, le Zimbabwe, la Zambie, le Sénégal, la Colombie, la Malaisie et la Mongolie. Ces progrès ont été soutenus par NSWP et les réseaux régionaux dirigés par des travailleurSEs du sexe mais surtout, ils n'auraient pas été possibles sans les compétences, le courage, l'énergie et l'engagement des travailleurSEs du sexe et des organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe.



Les actions et les stratégies

Dans le cadre du programme *Rendre le Fonds mondial accessible aux travailleurSEs du sexe*, des interventions ont été menées au niveau national, régional et international dans le but de renforcer la capacité et les connaissances des organisations et des réseaux dirigés par des travailleurSEs du sexe régionaux et nationaux pour qu'ils puissent influencer efficacement les processus du Fonds mondial. L'objectif général du programme était de renforcer la capacité des organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe et des travailleurSEs du sexe à participer efficacement et sans risque à l'élaboration, à la mise en œuvre et à la supervision des financements du Fonds mondial et des processus qui y sont associés au niveau national et régional. Ces interventions ont eu lieu à trois niveaux de façon à se compléter et à atteindre les objectifs du programme.

Au niveau international, le programme a permis de renforcer la capacité de cinq réseaux régionaux dirigés par des travailleurSEs du sexe (chaque région ayant deux experts communautaires) à apporter une assistance technique aux organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe locales et nationales pour qu'elles participent aux processus nationaux du Fonds mondial. Le programme a débuté par un atelier organisé par NSWP en novembre 2017 et auquel ont participé dix représentantEs des réseaux régionaux dirigés par des travailleurSEs du sexe et 21 participantEs d'autres populations clés sélectionnéEs par INPUD, MPACT et GNP+.

Un des éléments clés de ce programme au niveau international était l'assistance technique virtuelle et sur le terrain apportée par l'administrateur des programmes principal de NSWP aux réseaux régionaux dirigés par des travailleurSEs du sexe, aux experts communautaires des régions et aux organisations nationales dirigées par des travailleurSEs du sexe. L'administrateur des programmes principal de NSWP a apporté une assistance technique virtuelle à 27 pays et une assistance technique sur le terrain (sous forme d'ateliers) à sept pays⁶, notamment au personnel des cinq réseaux régionaux dirigés par des travailleurSEs du sexe.

L'administrateur des programmes principal était considéré par les experts communautaires et les référents de communication comme une source fiable d'information et de conseil ce qui a permis de renforcer et d'élargir les connaissances acquises lors des formations régionales et nationales. Il a travaillé avec les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe pour identifier les difficultés, trouver des solutions concrètes et mener des interventions efficaces facilitant leur participation aux processus nationaux du Fonds mondial.

NSWP a également publié, dans les cinq langues officielles de NSWP, trois guides futés pour les travailleurSEs du sexe⁷ préparés par l'administrateur des programmes principal qui expliquent dans un langage simple les processus du Fonds mondial. Les experts communautaires et les référents de communication se sont appuyés sur ces guides pour former les travailleurSEs du sexe dans leur pays. Les 27 fiches de profils des pays et les huit bulletins trimestriels du Fonds mondial⁸ préparés par l'administrateur des programmes principal ont permis de transmettre aux experts communautaires des régions et aux référents de communication des informations à jour sur le Fonds mondial et pertinentes pour leur pays, notamment des rapports sur le contexte des pays et des informations détaillées sur les subventions du Fonds mondial, les coordonnées des gestionnaires de portefeuille du Fonds, les visites prévues de l'équipe de pays et les coordonnées des membres de l'Instance de coordination nationale.

6 Colombie, Salvador, Géorgie, Kirghizistan, Rwanda, Soudan du Sud et Suriname.

7 Le Guide futé des travailleurSEs du sexe sur le Fonds mondial (août 2015), le Guide futé des travailleurSEs du sexe et des usagerEREs de drogues pour la transition du Fonds mondial (novembre 2017) et le Guide futé des travailleurSEs du sexe sur la stratégie du Fonds mondial pour la période 2017-2022 : « Investir pour mettre fin aux épidémies » (juin 2017).

8 Bulletin trimestriel du Fonds mondial 1, 2018, Bulletin trimestriel du Fonds mondial 2, 2018, Bulletin trimestriel du Fonds mondial 3, 2018, Bulletin trimestriel du Fonds mondial 4, 2018, Bulletin trimestriel du Fonds mondial 1, 2019, Bulletin trimestriel du Fonds mondial 2, 2019, Bulletin trimestriel du Fonds mondial 3, 2019, Bulletin trimestriel du Fonds mondial 4, 2019.



Au niveau régional, les cinq réseaux régionaux dirigés par des travailleuses du sexe ont organisé des rassemblements régionaux réunissant 50 travailleuses du sexe venant de 22 pays et participant au programme *Rendre le Fonds mondial accessible aux travailleuses du sexe*. Lors de ces rassemblements, les travailleuses du sexe ont pu mieux comprendre qu'il était impératif que les travailleuses du sexe gagnent en autonomie pour promouvoir la participation significative des travailleuses du sexe à l'Instance de coordination nationale, au processus de planification de la transition et à l'élaboration de propositions de financement qui reflètent réellement les besoins et les priorités des travailleuses du sexe.

Au niveau national, les organisations dirigées par des travailleuses du sexe de 27 pays participants ont pu bénéficier de l'assistance technique de l'administrateur des programmes principal de NSWP, des réseaux régionaux dirigés par des travailleuses du sexe et des experts communautaires pour la mise en œuvre de leurs activités. Les experts communautaires des régions connaissent bien le contexte et la réalité propres à chaque région et ont su inspirer leurs pairs, les guider et leur montrer comment mobiliser leurs communautés pour qu'elles participent aux processus nationaux du Fonds mondial et créent des liens avec les différentes parties prenantes.

Durant le programme *Rendre le Fonds mondial accessible aux travailleuses du sexe*, 63 activités ont été mises en œuvre dans 20 pays. Les activités variaient en fonction du contexte national et des priorités et ont pris la forme d'ateliers, de rencontres avec les parties prenantes, de rassemblements de travailleuses du sexe, de rencontres avec les autres parties prenantes, de consultations et du suivi par les communautés de la mise en œuvre des subventions du Fonds mondial. Les pays se sont aussi servis des subventions nationales pour soutenir leur participation au processus de planification de la transition (Kirghizistan), pour préparer la note conceptuelle (Ukraine), pour traduire et adapter le matériel de formation (Kirghizistan), pour mobiliser leurs communautés afin qu'elles participent aux processus du Fonds mondial (Géorgie et Mongolie) et pour élaborer des stratégies partagées de plaidoyer avec d'autres populations clés (Kenya, Équateur, Suriname et Guyana).

L'élargissement des financements du programme Rendre le Fonds mondial accessible aux travailleuses du sexe en 2020

ASWA, APNSW et SWAN ont identifié plusieurs pays qui recevraient leurs financements directement de NSWP dans le cadre de l'élargissement des financements apportés par CRG-SI. Sex worker-led organisations Feminist Initiative South Sudan (FEMISS) au Soudan du Sud, Women of Dignity Alliance (WODA) au Ghana, Women with Dignity (WW) en Tanzanie, Zambia Sex Workers Alliance (ZASWA), Friends Frangipani en Papouasie-Nouvelle-Guinée et Tais Plus au Kirghizistan ont été sélectionnés comme partenaires nationaux. En raison de la pandémie du COVID, aucune visite n'a été effectuée dans les pays ; une assistance technique et une formation virtuelles ont été assurées par l'administrateur des programmes principal afin de soutenir la mise en œuvre des activités conçues pour renforcer la participation des organisations dirigées par des travailleuses du sexe au cycle de distribution des financements du Fonds mondial pour la période 2020-2022.

L'administrateur des programmes principal a apporté son assistance pour l'élaboration des plans d'activité et des stratégies de plaidoyer et a également aidé les référents de communication à renforcer leurs contributions aux équipes de rédaction des propositions de financements et aux commentaires destinés au Comité technique d'examen des propositions. Une formation virtuelle des formateurs a été assurée pour les organisations dirigées par des travailleuses du sexe du Ghana et de Zambie qui avaient peu d'expérience et une compréhension limitée des processus nationaux du Fonds mondial. Cette formation a permis aux leaders des travailleuses du sexe de ces pays de partager leurs connaissances des processus nationaux du Fonds mondial avec d'autres travailleuses du sexe au cours d'ateliers organisés sur place. Au Ghana, une des expertes communautaires de la région Afrique a proposé un atelier virtuel sur l'importance d'autonomiser la communauté pour participer aux processus nationaux du Fonds mondial et les influencer.



Il a fallu réimaginer les activités de 2020 pour les adapter à une nouvelle réalité déterminée par la pandémie du COVID-19. Les formations ont donc été proposées en ligne. Des consultations en petits groupes ont été menées avec les travailleurSEs du sexe (un budget avait été alloué pour du matériel de protection) et une autorisation a été accordée pour organiser des consultations en groupes plus grands avec les travailleurSEs du sexe de Zambie et de Tanzanie. Il a été difficile de rassembler les travailleurSEs du sexe de l'ensemble du pays et les partenaires nationaux ont donc organisé les formations et les consultations en ligne, comme au Kirghizistan, ou ont mis en œuvre les activités et les consultations sur place comme en Papouasie-Nouvelle-Guinée, au Soudan du Sud et en Tanzanie. En dépit de ces obstacles, les partenaires nationaux ont réussi à mettre en œuvre 18 activités auxquelles avaient participé 325 travailleurSEs du sexe à la fin du mois de septembre ; davantage d'activités sont prévues.

Au Soudan du Sud, les coordinateurs ont consulté 180 travailleurSEs du sexe et leurs priorités ont été rassemblées dans un rapport national. En Tanzanie, 16 leaders des travailleurSEs du sexe ont mené des consultations auprès des travailleurSEs du sexe dans quatre régions et une consultation supplémentaire a été menée auprès de 15 travailleurSEs du sexe transgenres après que le partenaire national a découvert que la communauté transgenre avait été incorporée dans les besoins et les priorités des hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes, ce qui était problématique. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, la coordinatrice nationale et deux experts communautaires des provinces ont organisé des consultations auprès de 45 travailleurSEs du sexe de trois provinces.

L'administrateur des programmes principal a travaillé avec des organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe dans chacun des six pays pour intégrer les priorités, identifiées lors des différentes consultations, au cadre modulaire des demandes de financement. Après que les partenaires nationaux ont vérifié que leurs priorités ont bien été intégrées au cadre modulaire et apporté les amendements nécessaires, ils ont envoyé la contribution des travailleurSEs du sexe à l'équipe de rédaction de la proposition de financement. L'administrateur des programmes principal de NSWP a ensuite partagé leurs contributions avec les gestionnaires de portefeuille du Fonds de chaque pays. Cette étape était très importante pour garantir que les besoins des personnes transgenres étaient clairement identifiés séparément de ceux des hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes en Tanzanie. Au Kirghizistan et en République démocratique du Congo, l'aide apportée par l'équipe de CRG et par les gestionnaires de portefeuille du Fonds a été particulièrement utile pour garantir que les priorités des travailleurSEs du sexe étaient prises en considération. Au moment de la rédaction de cette étude de cas, les leaders des travailleurSEs du sexe attendent de pouvoir examiner les commentaires du Comité technique d'examen des propositions pour évaluer si notre approche a permis aux priorités des travailleurSEs du sexe d'être incluses dans les propositions de financement et finalement dans les contrats nationaux.

Garantir que les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe participent à l'élaboration des demandes de financement des Fenêtre 1 et 2 a demandé beaucoup de travail, que ce soit de la part des organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe ou de l'administrateur des programmes principal de NSWP. Les résultats des activités nationales mises en œuvre par les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe pendant cette période difficile montrent cependant bien que, depuis 2015, les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe ont acquis de nouvelles compétences et s'en sont servies pour accroître leur influence sur les processus nationaux du Fonds mondial et la conception de programmes respectueux des droits humains pour les travailleurSEs du sexe.



Les leçons

A | Le programme de renforcement des capacités de NSWP a joué un rôle essentiel dans la participation significative des travailleurSEs du sexe au Fonds mondial

Bien que la stratégie du Fonds mondial établisse clairement que les populations clés doivent jouer un rôle central pour identifier les priorités et déterminer les programmes, les entretiens menés avec les leaders des travailleurSEs du sexe révèlent qu'il existait initialement un écart abyssal entre les processus nationaux du Fonds mondial et les travailleurSEs du sexe ; malgré les améliorations, il reste encore beaucoup de travail à faire. Au-delà des « autocollants ou des t-shirts » et « des hommes blancs avec leur mallette », beaucoup de travailleurSEs du sexe n'avaient qu'une compréhension très limitée du Fonds mondial. Celles et ceux qui connaissaient l'organisation ne savaient pas comment exercer leur influence ou utiliser les mécanismes du Fonds mondial pour apporter des changements positifs aux travailleurSEs du sexe parce qu'elles/ils étaient ignorés par les différentes parties prenantes ou discrédités. Le programme de renforcement des capacités sur le Fonds mondial de NSWP et les différents outils de plaidoyer qui ont été conçus ont pour objectif de rendre visible et de faire connaître la réalité quotidienne des travailleurSEs du sexe et ainsi de réduire l'écart entre les travailleurSEs du sexe et les décideurs politiques.

« Quand l'administrateur des programmes principal de NSWP est venu [pour une assistance technique sur le terrain en juillet 2018] pour faire sa formation, ça a été une révélation ! Particulièrement quand nous avons compris le rôle que les travailleurSEs du sexe peuvent jouer et que nous avons le droit de participer et d'être entenduEs. C'est là que nous avons entendu parler pour la première fois de l'Instance de coordination nationale et de la façon dont nous pouvons participer »

Réfèrent de communication – Soudan du Sud

Pour de nombreux et nombreuses travailleurSEs du sexe, les ateliers organisés par NSWP sur le Fonds mondial ont été révélateurs et ont montré aux travailleurSEs du sexe qu'ils/elles « pouvaient faire des choses ensemble » et que les travailleurSEs du sexe pouvaient agir et participer davantage :

« Après la formation, nous avons commencé à en apprendre plus sur le Fonds mondial, qui y participe et qui sont ses membres, les différents départements et les perspectives du Fonds mondial pour les populations clés. C'était important de connaître tout ça parce que sans ces connaissances, nous ne pouvions pas participer et influencer les processus. Ce que NSWP nous a appris – et que nous partageons activement dans notre région – a complètement changé le rôle que nous jouons au sein de l'Instance de coordination nationale et des dialogues au niveau des pays »

Karina Bravo – coordinatrice régionale de PLAPERTS et experte régionale de l'Amérique latine

« [Lors du rassemblement régional en Asie-Pacifique en 2019], la première étape a consisté à identifier les obstacles à notre participation aux processus nationaux du Fonds mondial. La seconde étape était de voir comment nous pouvions participer malgré ces obstacles. Les participantEs ont ensuite fait une liste des personnes/parties prenantes qui ont une image positive des travailleurSEs du sexe et nous avons décidé de les approcher et de les influencer pour qu'ils intègrent les travailleurSEs du sexe au projet du Fonds mondial. »

Kay Thi Win – coordinatrice régionale de APNSW et experte régionale en Asie-Pacifique

Le programme de renforcement des capacités de NSWP a mis à la disposition des organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe diverses ressources qui sont suffisamment souples pour être adaptées à leur contexte, en fonction de leur expérience et de ce qui fonctionne réellement pour les travailleurSEs du sexe.



« Après la formation de NSWP sur le Fonds mondial qui a eu lieu au Cambodge, notre représentante a ramené avec elle tout le matériel et nous a fait partager son expérience. Tais Plus a ensuite tout traduit dans une langue russe simple pour rendre les informations accessibles. Nous avons aussi remanié le matériel pour le rendre plus interactif, sous la forme notamment d'une carte des connaissances dont nous nous servons pendant nos formations. C'est une carte visuelle, que les travailleurSEs du sexe ont construite, des connaissances qu'elles/ils ont du Fonds mondial qui nous permet de rectifier les erreurs ou de préciser ce qui est mal compris »

Shahnaz Islamova – directrice de Tais Plus NGO et référente de communication au Kirghizistan

La souplesse des ressources a aussi permis aux travailleurSEs du sexe d'adapter les activités nationales à la nouvelle réalité de la pandémie du COVID-19, en employant par exemple les services d'une travailleuse du sexe coordinatrice pour assurer la consultation des travailleurSEs du sexe dans une zone géographique plus large. Cela a permis que les contributions à l'équipe de rédaction soient plus complètes et donc d'obtenir davantage de financements pour des programmes destinés aux travailleurSEs du sexe qui respectent les droits humains.

« L'équipe de rédaction était en lien avec nous par l'intermédiaire de NSWP et grâce aux financements de CRG, nous avons pu mener les consultations nécessaires pour préparer nos contributions. Sans NSWP, nous ne serions pas là. »

Référent de communication – Soudan du Sud

Les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe, en étant correctement formées et soutenues, pourront acquérir les connaissances nécessaires, évoluer et se développer pour contribuer activement et avec dynamisme aux processus du Fonds mondial et à la riposte au VIH dans leur pays. Elles deviendront un vecteur de changement pour améliorer la vie, la santé et la situation sociale, politique et légale des travailleurSEs du sexe dans toute leur diversité.

B | L'autonomisation de la communauté continue d'être un principe fondamental pour garantir que les travailleurSEs du sexe participent de façon significative aux processus nationaux du Fonds mondial

L'« autonomisation de la communauté » est un des principes fondamentaux des programmes de renforcement des capacités de NSWP qui mettent les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe et les travailleurSEs du sexe au centre de leur apprentissage et leur donnent les moyens de s'approprier le programme. Les éléments qui composent le programme sont conçus de façon que les leaders des travailleurSEs du sexe puissent servir de référence, qu'ils inspirent et motivent leur communauté, qu'ils transmettent leurs connaissances à leurs pairs, qu'ils identifient les priorités des travailleurSEs du sexe, qu'ils conçoivent leur propre stratégie sur le Fonds mondial et qu'ils encouragent leur communauté à participer aux processus nationaux du Fonds mondial.

L'implication collective des travailleurSEs du sexe, par l'intermédiaire des organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe, a permis aux travailleurSEs du sexe de participer davantage aux processus nationaux de prise de décision du Fonds mondial et de les influencer. En Équateur, grâce à la mobilisation nationale de la communauté, des travailleurSEs du sexe ont pu être éluEs à l'Instance de coordination nationale et revendiquer leurs priorités lors des dialogues au niveau des pays.



« L'Équateur a obtenu des financements de NSWP ce qui lui a permis d'organiser des formations sur le rôle de l'Instance de coordination nationale et sur les processus de prise de décision pour l'élaboration des propositions de financement du Fonds mondial. Grâce à ces connaissances, 24 organisations de travailleurSEs du sexe ont pu participer au dialogue au niveau du pays. Nous nous sommes touTEs réunies et avons décidé comment nous allions influencer des questions telles que la prévention du VIH, les droits humains, les mises à jour sur les statistiques de prévalence des travailleurSEs du sexe, etc. »

Karina Bravo – coordinatrice régionale de PLAPERTS et experte régionale de l'Amérique latine

Dans le cadre des programmes de NSWP, les experts communautaires régionaux ont su inspirer les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe et leur faire profiter de leurs connaissances et de leur expertise. Ces leaders des travailleurSEs du sexe expérimentés ont soutenu leurs pairs en organisant des ateliers et des rassemblements nationaux et en les conseillant sur la logistique et le contenu des formations. Ils ont aussi partagé leur expérience et leurs connaissances quant aux meilleures stratégies de plaidoyer à adopter afin de garantir que les besoins des travailleurSEs du sexe dans toute leur diversité sont pris en considération par les parties prenantes dans les pays. En Amérique latine, les experts communautaires ont soutenu les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe du Salvador qui demandaient au gouvernement local de trouver des solutions aux ruptures de stock de matériel pendant les confinements de 2020. En Afrique francophone, les experts communautaires ont joué un rôle clé en garantissant l'apport de ressources supplémentaires aux programmes destinés aux travailleurSEs du sexe par l'intermédiaire des fonds à effet catalyseur.

« Concernant l'intégration des fonds à effet catalyseur, il y avait des problèmes jusqu'à récemment au niveau du suivi avec les parties prenantes. Le ministère de la santé n'a pas essayé de comprendre ce qui est en jeu ici. Lala nous a vraiment bien aidées pour notre plaidoyer et nous avons pu travailler avec les autorités pour clarifier les zones grises »

Aimee Furaha – directrice générale de ACODHU-TS et référente de communication pour la République démocratique du Congo

Au Soudan du Sud, les consultations effectuées par les trois coordinatrices ont non seulement permis de renforcer leur contribution à l'équipe de rédaction du pays mais aussi d'identifier 212 travailleurSEs du sexe qui n'avaient plus accès aux médicaments antirétroviraux pour des raisons d'insécurité économique et de restrictions de voyage suite à la pandémie du Covid-19. Grâce au travail des coordinatrices, 89 de ces travailleurSEs du sexe ont pu à nouveau avoir accès aux médicaments antirétroviraux.



C | Les programmes de renforcement des capacités de NSWP ont démontré que la participation significative des travailleurSEs du sexe était primordiale pour garantir une riposte au VIH financée par le Fonds mondial plus efficace

Une fois qu'elles ont acquis davantage d'autonomie pour participer de façon significative aux processus nationaux du Fonds mondial, les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe ont pu commencer à apporter les preuves que les ressources du Fonds mondial n'étaient pas distribuées de façon adéquate en raison de la corruption qui sévit chez les parties prenantes :

« Parfois les médicaments antirétroviraux destinés à la communauté sont en rupture de stock. Nous ne savons toujours pas si la chaîne d'approvisionnement est brisée au niveau du ministère de la santé, ou des hôpitaux ou des centres de soins sans rendez-vous. Les médicaments sont détournés à un moment et s'ensuivent les ruptures de stock. Mais au moins, la communauté est intégrée et a accès au programme ce qui n'était pas le cas avant et donc l'argent était perdu pour de bon parce que nous ne connaissions rien du programme. »

Aimee Furaha – directrice générale de ACODHU-TS et référente de communication pour la République démocratique du Congo

Non seulement les fonds et les ressources sont détournés mais certaines interventions du Fonds mondial reposent aussi sur des statistiques erronées et des informations imprécises sur les travailleurSEs du sexe du pays ce qui entraîne des ruptures de stock régulières et des services de mauvaise qualité proposés par des professionnels qui ne comprennent pas les besoins et les réalités des travailleurSEs du sexe. Les programmes élaborés sans la participation significative des travailleurSEs du sexe sont très souvent inefficaces. Pour Karina Bravo, ce sont des « éléphants blancs » qui sont inaccessibles aux travailleurSEs du sexe en raison d'un manque de confiance dans les parties prenantes nationales, de la criminalisation du travail du sexe et de la discrimination pratiquée à l'égard des travailleurSEs du sexe et des travailleurSEs du sexe vivant avec le VIH.

« S'ils vous attrapent avec des médicaments antirétroviraux, ils s'en servent comme d'une preuve que vous transmettez le VIH. Si vous avez des préservatifs sur vous, c'est la preuve que vous êtes travailleurSE du sexe et vous êtes puniE. Il est urgent de sensibiliser la police ; nous avons besoin d'activités mises en œuvre par et pour nous. C'est essentiel en ce qui concerne le dépistage du VIH et le conseil par exemple. Il faut former nos pairs pour ça. Il faut que les organisations de travailleurSEs du sexe soient payées pour proposer ces services aux travailleurSEs du sexe ».

Référent de communication – Soudan du Sud

Les travailleurSEs du sexe doivent être reconnus comme les expertEs de leur propre vie et il faut qu'il soit reconnu qu'elles/ils savent mieux que quiconque quels sont leurs besoins – cette reconnaissance ne doit pas être simplement symbolique, elle est essentielle pour garantir que les ressources du Fonds mondial sont distribuées efficacement dans la lutte contre le VIH qui touche les touTEs les travailleurSEs du sexe de façon disproportionnée.



Regarder vers l'avenir/conclusion

Les travailleurSEs du sexe ont parcouru un long chemin : elles/ils connaissaient auparavant très mal les processus du Fonds mondial et en étaient presque totalement excluEs et maintenant on les complimente pour leur participation au processus d'allocation des financements. Le niveau de participation des organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe pendant les dialogues au niveau des pays en 2020 et leur capacité à continuer de mettre en œuvre les activités dans des régions éloignées au milieu des restrictions imposées pour la lutte contre COVID-19 démontrent le renforcement des capacités organisationnelles, de plaidoyer et de leadership des travailleurSEs du sexe.

Ces résultats montrent également que les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe sont mieux équipées pour identifier leurs besoins et proposer des solutions aux problèmes que rencontrent les communautés de travailleurSEs du sexe. Leurs capacités ne doivent pas être sous-estimées parce que leur participation garantit une meilleure utilisation des ressources dans la lutte contre le VIH dans les pays. En Équateur, le gouvernement contacte désormais les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe pour obtenir des informations à jour sur leur communauté. Au Kirghizistan, les leaders des travailleurSEs du sexe ont démontré qu'elles/ils en savaient plus que certains membres de l'Instance de coordination nationale pendant le dialogue au niveau des pays en 2020.

Grâce au programme de renforcement des capacités de NSWP, les leaders des travailleurSEs du sexe ont acquis la confiance et les connaissances nécessaires pour participer aux processus nationaux du Fonds mondial ; ces leaders ont pu ensuite à leur tour encourager les travailleurSEs du sexe de leur communauté à se former pour connaître le fonctionnement du Fonds mondial, pouvoir participer à ses processus et ainsi provoquer le changement.

Les résultats positifs présentés dans ce document montrent que les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe sont sur la bonne voie mais il reste malgré tout un long chemin à parcourir pour que les travailleurSEs du sexe puissent réellement influencer l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de qualité, basés sur des données factuelles et respectueux des droits humains.

Il faut continuer à former les travailleurSEs du sexe dans les pays où elles/ils ne participent pas de façon significative aux processus nationaux du Fonds mondial pour qu'elles/ils acquièrent les capacités et les connaissances élémentaires pour le faire. Il faut en même temps continuer de renforcer la capacité des organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe et des travailleurSEs du sexe pour qu'elles/ils participent au-delà du processus de consultation nationale et jouent un rôle central dans l'élaboration, le développement, la mise en œuvre, la gestion et l'évaluation des programmes destinés aux travailleurSEs du sexe. Il est aussi nécessaire de créer des opportunités pour les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe et les leaders des travailleurSEs du sexe expérimentés de partager ce qu'ils/elles ont appris. Pour répondre à ces besoins, il faut assurer aux réseaux et aux organisations dirigés par des travailleurSEs du sexe les financements et l'assistance technique dont ils ont besoin pour aider les leaders des travailleurSEs du sexe émergents à se développer et les encourager à participer davantage, pour mobiliser les communautés de travailleurSEs du sexe et pour agir au-delà des grandes villes.

Le Réseau mondial des projets sur le travail du sexe emploie une méthodologie qui garantit que les revendications locales des travailleurSEs du sexe et des organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe sont entendues. Les documents de politique générale sont le résultat de travaux de recherche documentaire, d'une consultation menée en ligne auprès des organisations membres de NSWP et d'informations recueillies auprès de certains membres.

Le terme « travailleurSE du sexe » reflète la grande diversité de la communauté des travailleurSEs du sexe. La liste n'est pas exhaustive mais cette communauté compte notamment : les femmes, les hommes et les personnes transgenres travailleurSEs du sexe, les travailleurSEs du sexe lesbiennes, gays et bisexuelLEs, les hommes travailleurs du sexe s'identifiant comme hétérosexuels, les travailleurSEs du sexe vivant avec le VIH ou d'autres maladies, les travailleurSEs du sexe usagerÈRES de drogues, les jeunes adultes travailleurSEs du sexe (entre 18 et 29 ans), les travailleurSEs du sexe avec et sans papiers ainsi que les personnes déplacées et les réfugiés, les travailleurSEs du sexe vivant dans les zones rurales et dans les zones urbaines, les travailleurSEs du sexe handicapÉEs et les travailleurSEs du sexe qui sont en détention ou en prison.



Réseau Mondial des Projets sur le Travail Sexuel
Promouvoir la Santé et les Droits Humains

The Matrix, 62 Newhaven Road
Edinburgh, Scotland, UK, EH6 5QB
+44 131 553 2555
secretariat@nswp.org
www.nswp.org/fr

Le NSWP est une société privée à but non lucratif
et à responsabilité limitée. Société No. SC349355

Cette étude de cas a pu être réalisée grâce à l'aide des
financements de l'Initiative stratégique en faveur des
communautés, des droits et du genre (GF CRG SI).